

Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les prescriptions applicables à l'unité de méthanisation de boues de stations d'épuration au sein de la station d'épuration de l'Almanarre à Hyères, exploitée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L181-14, R181-45 et R181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025/12/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du code précité ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié par l'arrêté du 14 juin 2021, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mai 2007 portant autorisation, au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement, du système d'assainissement de l'agglomération Hyères-Carqueiranne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2007 portant autorisation d'exploiter une chaudière au biogaz par le syndicat intercommunal Hyères-Carqueiranne pour l'assainissement de la Baie de Giens, sur la commune de Hyères, quartier l'Almanarre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2011 portant modification de l'autorisation, au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement, du système d'assainissement de l'agglomération Hyères-Carqueiranne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juin 2018 portant autorisation complémentaire, au titre de l'article L181-14 du code de l'environnement, du système d'assainissement relatif à la station d'épuration de l'Almanarre à Hyères ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2024 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation d'une unité de méthanisation de boues de stations d'épuration au sein de la station d'épuration de l'Almanarre à Hyères, par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la Métropole Toulon Provence Méditerranée par courrier du 25 juin 2025, concernant l'exploitation de l'unité de méthanisation, et le dossier joint ;

Vu le rapport du 22 octobre 2025 et les propositions, adressés au préfet, par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire communiqué, le 27 octobre 2025, par courriel à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu la réponse, par courriel du 27 octobre 2025, de l'exploitant qui ne formule aucune observation sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant néanmoins que le remplacement du gazomètre souple actuel de 570 m³ par un gazomètre souple de 800 m³, afin de préserver les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, nécessite de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

Considérant que le demandeur a analysé les mesures de maîtrise du risque envisageables sur ses installations mais que, malgré celles-ci, l'étude de dangers jointe à la demande de modification, susvisée, fait état de phénomènes dangereux, dont les zones d'effets irréversibles pour la vie humaine sortent des limites de propriété de l'exploitant et que celles-ci doivent être prises en compte pour la maîtrise de l'urbanisation future ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

ARRÊTE

Article 1 – Champ d'application

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, SIRET 248 300 543 00271, dont le siège social est situé, 107 Boulevard Henri Fabre à Toulon, 83000, autorisée à exploiter une unité de méthanisation de boues de stations d'épuration au sein de la station d'épuration de l'Almanarre sur le territoire de la commune de Hyères, au, 601 route des Marais, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications, portées à la connaissance du préfet, de ces installations, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Article modifié

Les dispositions de l'article n° 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2024, susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubrique	Régime (1)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature et Caractéristiques de l'installation
2781-2a	A	<p>Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production :</p> <p>1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires :</p> <p>a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j</p> <p>b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j</p> <p>c) la quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t/j</p> <p>2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux</p> <p>a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j</p> <p>b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j</p>	<p>Méthanisation de boues à hauteur de 78 022 t/an soit 213,8 t/jour</p>
3532	A (IED)	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <p>– traitement biologique ;</p>	<p>Méthanisation de boues à hauteur de 78 022 t/an soit 213,8 t/jour</p>

		<ul style="list-style-type: none"> – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ; – traitement du laitier et des cendres ; – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants. <p>Nota. – lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</p>	
4310	NC	<p>Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t (A)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t (DC)</p>	<p>Gazomètre de 800 m³ soit environ 0,56 tonnes</p> <p>Ciel gazeux du digesteur : 1 000 m³ soit environ 0,7 tonnes</p>
2910-A	NC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p> <p>(*) Au sens de <u>la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</u></p>	<p>Chaudière gaz naturel (secours) 630 kW</p>
2910-B1	NC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion</p>	<p>Chaudière biogaz (secours) 630 kW</p>

		<p>participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)</p> <p>2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A)</p>	
--	--	--	--

(1) A : autorisation ; NC : non classée

Article 3 – Article modifié

Les dispositions de l'article n° 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 23 août 2024, susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La demande porte sur les installations suivantes :

- un local de réception des boues externes ;
- un défilasseur, les dimensions du bâtiment sont de 17,3 mètres x 6,6 mètres pour une hauteur de 6,5 mètres ;
- une bâche pour le stockage des boues pour dilution ;
- une fosse de réception des graisses ;
- une bâche de stockage (ex « Biolix ») de 425 m³ (ouvrage existant) ;
- une bâche d'homogénéisation des graisses (ouvrage existant) ;
- un local pompes à chaleur ;
- un digesteur mésophile de 3 500 m³ (ouvrage existant) ;
- une cuve de stockage de digestats bruts de 500 m³ (ouvrage existant) ;
- un local de déshydratation des digestats ;
- des silos de stockage de digestats déshydratés ;
- un gazomètre de 800 m³ (ouvrage existant) ;
- une unité de purification du biogaz ;
- des locaux techniques avec chaufferie et unité de désulfuration du biogaz ;
- une torchère (ouvrage existant) ;
- un échangeur réchauffage intrant ;
- un poste injection GrDF.

Article 4 – Nouvelles prescriptions

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers du dossier d'autorisation environnementale du 22 juin 2021, complétée les 28 février, 22 avril et 24 juin 2022 et ses mises à jour (PAC juin 2025). Il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation, techniques, de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Certaines caractéristiques, notamment les moyens de secours et les mesures préventives spécifiques au Gazomètre, sont détaillées ci-dessous :

Système de sécurité du gazomètre

Le gazomètre est équipé a minima des dispositifs suivants :

- d'une garde hydraulique remplie d'eau glycolée pour assurer l'étanchéité de l'équipement ;
- d'un explosimètre dans l'espace intermembranaire pour détecter toute fuite de biogaz (CH₄). Ce détecteur est couplé à :
 - une alarme sonore et visuelle pour signaler la présence de gaz ;
 - un ventilateur (avec système de secours) permettant l'évacuation du gaz dans l'atmosphère ;
 - un système de transmission des alertes vers la salle de contrôle-commande et l'astreinte.

Gestion des fuites de biogaz En cas de fuite dépassant un premier seuil d'alerte (proche de la limite inférieure d'explosivité du CH₄), le gaz est évacué par le ventilateur dans une proportion air/gaz établie par l'exploitant, afin de prévenir le risque d'explosion.

Si la concentration dépasse un second seuil établi par l'exploitant, l'intégralité du biogaz est dirigée vers la torchère pour y être brûlé. Ce mécanisme combine détection des fuites et protection anti-explosion.

Protection contre les variations de pression

Des pressostats surveillent la pression minimale des brûleurs des chaudières et la pression sur la torchère. En cas de chute de pression en dessous du seuil admissible, les vannes de la canalisation de biogaz se ferment automatiquement.

L'ensemble des dispositifs de prévention et d'asservissement est testé selon une périodicité établie par l'exploitant.

Le résultat des essais précités est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Hyères et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Hyères pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Délais et voies de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Hyères, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressé au président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le **31 OCT. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

7/7

LUCIEN GIUDICELLI